

DEC 07/2013

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2012-2013

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 25 avril 2013

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 25 avril 2013

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Virement de crédits n° DEC 07/2013 - Section III - Commission - du
budget général 2013



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 17 avril 2013 (19.04)
(OR. en)**

8475/13

FIN 192

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: M. Janusz LEWANDOWSKI, Membre de la Commission européenne
Date de réception: 16 avril 2013
Destinataire: M. Brian HAYES, Président du Conseil de l'Union européenne

Objet: Virement de crédits n° DEC 07/2013 - Section III - Commission - du budget
général 2013

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC 07/2013.

p.j.: DEC 07/2013



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 15/04/2013

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2013
SECTION III - COMMISSION TITRES 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 07/2013

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence

CE	- 65 000 000
CP	- 19 500 000

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire

CE	65 000 000
CP	19 500 000

I. RENFORCEMENT

a) Intitulé de la ligne

23 02 01 - Aide humanitaire

b) Données chiffrées à la date du 25/03/2013

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	560 551 000	512 545 722
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	0	0
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	560 551 000	512 545 722
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	523 300 000	248 037 717
	<hr/>	<hr/>
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	37 251 000	264 508 005
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	102 251 000	284 008 005
	<hr/>	<hr/>
7. Renforcement proposé	65 000 000	19 500 000
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	11,60%	3,80%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26 §1 b et c du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	147 052	129 073
2. Crédits disponibles à la date du 25/03/2013	145 445	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	1,09%	100,00%

d) Justification détaillée du renforcement

Au 15 mars 2013, le taux d'exécution global des crédits inscrits sur la ligne de l'aide humanitaire était de 92,3 % pour les engagements et de 39,4 % pour les paiements.

Ce taux d'exécution élevé est conforme à la stratégie opérationnelle et à la planification budgétaire de 2013 établie par la Commission et présentée au groupe de travail «Aide humanitaire et aide alimentaire» (COHAFA) du Conseil. Sur la base de son évaluation des besoins humanitaires, la Commission détermine, pour les crises de longue durée, une dotation budgétaire préliminaire par pays et par région pour l'année à venir. S'agissant de l'exercice 2013, cette dotation budgétaire en faveur de la Syrie et des pays voisins touchés s'élève à 20 millions d'EUR pour l'aide humanitaire. Conformément aux orientations du Conseil et du Parlement européen, au moins 15 % des crédits inscrits sur la ligne du budget opérationnel initial restent non alloués pour permettre de faire face à l'évolution des priorités et à de nouveaux besoins.

En appliquant cette méthodologie, le montant non alloué (réserve opérationnelle) du budget initialement affecté à l'aide humanitaire a été fixé à l'origine à 96 millions d'EUR (soit quelque 17 % du montant annuel). Jusqu'à la mi-mars, un montant de 59 millions d'EUR a été utilisé, essentiellement pour les crises survenues au Mali (22 millions d'EUR) et en Syrie (15 millions d'EUR) et pour faire face à d'autres crises et catastrophes touchant différents pays et régions (Nigeria, Philippines, République centrafricaine, Amérique centrale/Mexique, etc.). Un montant supplémentaire de 12 millions d'EUR a également été utilisé dans le contexte du plan de mise en œuvre humanitaire (HIP) pour la Corne de l'Afrique. Compte tenu de recettes réaffectées s'élevant à quelque 3 millions d'EUR, le solde de la réserve opérationnelle se réduit à 28 millions d'EUR à la mi-mars 2013.

L'ampleur des événements en Syrie dépasse l'objet de la réserve opérationnelle de l'aide humanitaire; il importe que la Commission conserve une capacité d'intervention suffisante pour pouvoir fournir une aide ultérieure dans le cas des multiples catastrophes de moindre ampleur et d'autres événements imprévus susceptibles de survenir d'ici à la fin de 2013. Le niveau de la réserve est déjà très faible (28 millions d'EUR) pour répondre aux besoins pendant le reste de l'année. À titre de comparaison, la réserve opérationnelle de l'aide humanitaire s'élevait, à la même période de 2012, à 68 millions d'EUR.

Le montant de 20 millions d'EUR initialement alloué au HIP 2013 pour la Syrie et les 15 millions d'EUR supplémentaires provenant de la réserve opérationnelle sont manifestement insuffisants pour répondre aux besoins grandissants des populations touchées.

Un renforcement de 65 millions d'EUR est donc demandé pour couvrir ces besoins supplémentaires et, dans le même temps, garantir une bonne capacité d'intervention à l'avenir.

Étant donné le niveau actuel des crédits de paiement inscrits sur la ligne de l'aide humanitaire, la Commission a limité sa demande à 19,5 millions d'EUR (soit environ un tiers du montant en engagements). Compte tenu de l'exécution et des possibilités de redéploiement plus tard dans l'année, il se peut que ce montant doive être complété ultérieurement.

La présente demande s'accompagne de deux autres demandes de virement (Mali et Sahel/Tchad) à partir de la réserve d'aide d'urgence, à la suite des modifications intervenues dans le règlement financier (article 29, paragraphe 2). La Commission présente ainsi une proposition séparée pour chaque action d'urgence.

Pour de plus amples informations sur l'utilisation des fonds et la récente évolution de la situation humanitaire en Syrie, veuillez consulter l'annexe.

II. PRÉLÈVEMENT

a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 25/03/2013

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	264 115 000	80 000 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	0	0
<hr/>		
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	264 115 000	80 000 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0	0
<hr/>		
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	264 115 000	80 000 000
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	n/a	n/a
7. Prélèvement proposé	65 000 000	19 500 000
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	24,61%	24,38%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26 § 1 b et c du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 25/03/2013	0	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

La réserve d'aide d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide à des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget. Cette réserve sert en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi, le cas échéant, pour la gestion civile d'une crise et la protection civile (point 25 de l'accord interinstitutionnel signé le 17 mai 2006).

SYRIA AND SYRIAN REFUGEES IN NEIGHBOURING COUNTRIES

Key financial information	
Previous year: total amount in 2012	EUR 155 732 843
Amount in the World Wide Decision 2013	EUR 20 million
Additional (already approved) credits from the Operational Reserve from the 2013 Budget	EUR 15 million
Other EU Funding (European Neighbourhood and Partnership Instrument, Instrument for Stability, European Instrument for Democracy and Human Rights, Development Cooperation Instrument, Instrument for Pre-accession Assistance) for 2012-2013	EUR 123 million
Other donors	Syria and Syrian refugees in neighbouring countries: USD 279 million in 2013 (source United Nations Office for the Coordination of the Humanitarian Affairs (UN OCHA) Financial Tracking Service (FTS)) for the 5 main donors: United States, Germany, Kuwait, Saudi Arabia and United Kingdom.

Additional needs	
Total needs	EUR 65 million
When are the credits needed	May 2013
Breakdown by country (if applicable)	Not applicable
Financed from	Emergency Aid Reserve

Why do we need additional funding?

Two years after the start of the conflict, the violence is intensifying inside Syria and according to UN OCHA more than 4 million people are in urgent need of humanitarian assistance because of the Syrian conflict. In neighbouring countries (Jordan, Lebanon, Turkey, Iraq and Egypt) governments and humanitarian organisations face huge difficulties to meet the most essential needs of the refugees.

The most important new elements since the beginning of the year are:

- The number of refugees stands now at almost one million, that is, it doubled in 3 months' time. More than 220 000 Syrians left the country during the month of February alone, which means more than 7 000 people arriving in Jordan, Lebanon, Turkey and Iraq every single day. Others make their way to Egypt and Europe. Three quarters of the refugees are women and children. Initial United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) estimates had projected that 1 million of Syrians would be refugees by June 2013. With the recent rates this figure was already reached by early March. Based on current trends, by December 2013 Lebanon would host 4.4 million refugees – more than its population – and Jordan 3.4 million – more than half its population.
- The number of food insecure people inside Syria has increased to 3 million. As from April 2013, the World Food Program (WFP) will scale up its food assistance to reach 2.5 million beneficiaries in all 14 Syrian Governorates.
- The number of internally displaced persons has increased by 75% from 2 million to 3.6 million, of whom only 5% are hosted in collective shelters.

- There is an ever increasing concern about 500 000 Palestinian refugees living in Syria. After the fighting in Yarmouk camp (December 2012), the majority of those living there left to other areas of Damascus. Only 20 000 Palestine refugees remain in what is now a very insecure camp, once home to 150 000. Many left to Lebanon (30 000) and Jordan (4 000). 400 000 Palestinians are now in need of humanitarian assistance, according to United Nations Relief and Works Agency (UNRWA). Half of them are internally displaced (IDPs).
- The Syrian regime seems to be holding while the opposition is trying to structure itself under the umbrella of the Syrian Opposition Coalition (SOC). The development of an opposition-led humanitarian response constitutes a second pole of the response, and an alternative to the official one that has failed to reach all populations in need. The risk to see humanitarian aid instrumentalised is increasing.

According to the Commission's contingency planning, the most likely evolution that could be foreseen includes:

- Resources of the host communities in Syria and in the host countries will be soon exhausted. Everywhere in the region, food, fuel and rental prices are rising quickly, with a direct impact on local economies. The Syria crisis might increasingly act as a destabilizing factor in both Lebanon and Jordan. Sectarian violence is developing in Lebanon. The continuous influx of Syrians is increasing the burden on host communities and is expected to fuel sectarian tensions.
- Water borne diseases are developing. Water, sanitation and hygiene (WASH) and health sectors are trying to mobilize resources to address a typhoid outbreak reported in Deir Ezzor; 2 500 cases were reported over the past 3 months. Cases of Hepatitis A and Leshmaniasis have been reported as well.
- Access remains very complex. The International Committee of the Red Cross (ICRC) and the UN developed cross lines operations. But this should not blur the overall picture: many visas for humanitarian expatriates are still on hold, International Non-Governmental Organisations cannot reach some areas of operations (like Deir Ezzor for instance where travel permits are systematically denied for alleged security reasons). Aid agencies continue to face significant constraints in reaching people in need with persisting security constraints adding to persistent administrative impediment.
- Increased portions of territory are under temporary or permanent control of the opposition, particularly in the North of the country. The number of tented settlements along the Turkish border is rising. Immediate emergency life-saving assistance targeting the IDPs and their host communities need to be scaled-up. Humanitarian access to rebel-controlled areas will require building up acceptance and is logistically very complex. Assistance should be coordinated based on thorough assessments to cover the needs of vulnerable Syrians on both sides of the border with Turkey.
- The Syrian Humanitarian Assistance Response Plan (SHARP) and the Regional Refugee Plan (RRP) are underfunded. Both are six month plans (from 1 January till 30 June 2013). The SHARP requests USD 520 million and is 21% funded as of 6 March. The RRP requests USD 1 billion and is 19% funded as of 6 March. A High-Level Pledging Conference for Syria in Kuwait City (30 January) raised pledges of over USD 1.5 billion. Only 20% of the USD 1.5 billion pledged has arrived so far. This conference focused exclusively on the humanitarian crisis with a fundraising objective.
- For its last funding assessment round (31 January 2013), the Commission received requests for funding from humanitarian intermediaries for a total amount of EUR 255 million. The number of refugees and IDPs are growing at a much faster pace than the funds needed to help them.

In conclusion, the current request of EUR 65 million would respond to the increasing estimated needs until the summer, bearing in mind that additional aid may be necessary for the subsequent months, depending on the evolution of the situation.

What for?

The additional funding will allow addressing the increased needs, *inter alia*, in terms of food, protection, WASH, shelter, rent assistance, medical supplies, psychosocial support and nutritional items. It aims at supporting Syrian IDPs, Syrian refugees in neighbouring countries, Palestinian and Iraqi refugees in Syria, and Lebanese and Iraqi returnees. It will also allow enlarging the humanitarian footprint and presence of implementing partners. Priorities will include:

- Distribution of food and non-food items.
- Strengthen needs assessment mechanisms, monitoring capacities and inter agency coordination and information sharing.
- Reinforce operational capacities of implementing organisations in Syria to provide emergency relief and adapt the nature of the aid to address recurrent needs of the displaced population (left with no resources and no income-generating activity, with no prospect for a positive evolution in the mid-term).
- Advocate with the Syrian Arab Red Crescent (SARC) and all possible channels for a strengthened presence of international humanitarian workers on the ground, to provide technical support to SARC and local actors and ensure impartial delivery of aid.
- Request that UN agencies are properly staffed and managed, led by senior emergency specialists able to deal with the context complexity.
- Build up response capacities outside Syria, in order to avoid further population displacements and support Syrian refugees in neighbouring countries.

Overview of existing and planned assistance

The joint humanitarian aid EU (Commission and Member States) effort as encoded in Emergency and Disaster Response Information System (EDRIS) amounts to EUR 441 966 million and is detailed below:

EU Member States and Commission's contributions (2011-2013)*	
Donor	Commitments in EDRIS¹ Total (cash and in-kind)
Austria	EUR 3 730 000
Belgium	EUR 7 500 000
Bulgaria	EUR 142 524
Czech Republic	EUR 818 363
Denmark	EUR 3 421 997
Estonia	EUR 420 000
Finland	EUR 5 847 418
France	EUR 13 814 068
Germany	EUR 61 941 287
Greece	EUR 100 000
Hungary	EUR 179 067
Ireland	EUR 6 300 000
Italy	EUR 6 943 685
Latvia	EUR 43 000
Lithuania	EUR 14 481
Luxembourg	EUR 2 001 239
Netherlands	EUR 21 950 000
Poland	EUR 1 016 577
Romania	EUR 155 850

¹ EDRIS – European Disaster Response Information System

EU Member States and Commission's contributions (2011-2013)*	
Donor	Commitments in EDRIS¹ Total (cash and in-kind)
Slovakia	EUR 190 000
Spain	EUR 60 000
Sweden	EUR 3 705 852
United Kingdom	EUR 16 130 271
Total Member States	EUR 85 540 592
EU Budget**	EUR 241 966 271
Total EU	EUR 200 000 000

* The most recently announced funding allocations by EU Member States are not yet reflected in the above-mentioned table.

** This amount includes an allocation of EUR 6 million for Iraqi refugees in Syria and EUR 3.3 million for Palestinian refugees in Lebanon.